



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 72 Juillet 2018

La Lettre de l'Afrique est une publication trimestrielle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito
Les migrants
en vérité

Le lac Tchad

Yémen :
au-delà de la
« Porte des
larmes »

Aux frontières de
l'Europe

Les passeurs

Livres

Télégrammes



Le lac Tchad

Le lac Tchad a perdu en quelques décennies la moitié de sa superficie. Cette évolution dramatique en soi aggrave les problèmes des pays riverains - Tchad, Cameroun, Nigeria, Niger - dans un espace où la pauvreté souvent s'accroît, où les groupes sociaux se déstabilisent et où les tensions politiques vont jusqu'au terrorisme avec la répression qui en résulte.

Les dirigeants des quatre pays ont récemment manifesté leur volonté de réaliser, en accord avec le gouvernement centrafricain, le projet ancien de renforcement de l'approvisionnement en eau, par transfert partiel des eaux du fleuve Oubangui en Centrafrique vers le fleuve Chari qui alimente le lac. La communauté internationale devrait trouver là l'occasion de soutenir une opération aussi importante qu'exemplaire à tous égards. La France et l'Union Européenne ont probablement là la possibilité de déclencher les aides nécessaires. Le feront-elles ? □

É
D
I
T
O

Les migrants en vérité

Sur la question des migrants et de leur accueil, les capitales européennes s'accrochent aux catégories anciennes et aux priorités qu'elles portent. On y réaffirme le privilège historiquement donné aux réfugiés politiques, auxquels les règles internationales et nationales donnent accès au « droit d'asile ». On n'y considère pas plus qu'avant la situation de ceux qui fuient la misère et la faim et que l'on classe dans la catégorie, sans droits spécifiques, des « migrants économiques ».

La différence dans l'accueil réside pour le moment à toutes les

poussées du réel, où s'administre pourtant chaque jour la preuve que la souffrance des seconds est égale à celle des premiers et que le devoir de fraternité à l'égard de tous est global. Comment, par exemple, considérer qu'un citoyen étranger qui s'est mis en danger dans son pays en luttant contre son gouvernement, serait plus digne d'intérêt qu'un autre étranger fuyant la misère et la faim ?

La distinction entre les réfugiés politiques et les autres, pourra certes subsister dans l'ordre juridique, puisqu'il faut toujours nommer les choses, et dans l'ordre administratif pour ce qui concerne l'étude des dossiers. Mais elle ne tiendra pas moralement et du même coup politiquement. Les migrants en vérité, dans les faits comme en droit, débordent les catégories autant que les frontières.

CPI

La chambre d'appel de la CPI acquitte Jean-Pierre Bemba, ancien Vice-Président de la RDC, pour insuffisance de preuves. Détenu à La Haye de-

puis dix ans, il avait été condamné à 18 ans de prison en première instance pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Yémen : au-delà de la « Porte des larmes »

La révolte des tribus Houti au nord-ouest du pays, qui ont chassé en janvier 2015 le Président en exercice et pris Sanaa la capitale, avant d'atteindre le port d'Aden sur la rive sud du pays, aurait pu apparaître en Occident comme une illustration du printemps arabe. Les voisins arabes du Yémen auraient pu choisir de s'en accommoder. Mais le principal d'entre eux, le Royaume d'Arabie Saoudite en a jugé autrement : il a donc organisé une coalition régionale et a obtenu le soutien politique, voire militaire des grandes puissances occidentales ainsi que la bienveillance discrète d'Israël. Les Coalisés ont présenté les Houti comme des fauteurs de troubles mettant en cause la sacro-sainte stabilité des régimes et des islamistes radicaux idéologiquement tournés vers le terrorisme. Ils ont dénoncé le soutien pourtant relatif qu'ils reçoivent de l'Iran. Depuis lors, tout l'ouest du Yémen vit ou plutôt survit sous les bombes de la coal-

tion, compte des morts en grand nombre dans la population civile -hommes, femmes et enfants- souffre de la faim et se trouve affecté par des mouvements erratiques de population en détresse, qu'un blocus impitoyable empêche de fuir vers l'extérieur.

Monarchies et Républiques

La coalition saoudienne comprend toutes les monarchies du Golfe sauf le Sultanat d'Oman. Elle s'étend à la Jordanie et s'appuie en Afrique, sur l'Egypte, le Soudan et le Maroc. Elle a le soutien direct de Washington qui dit se limiter à des renseignements et à des appuis logistiques, mais qui en réalité va plus loin, notamment en lançant des drones depuis ses vaisseaux de guerre ou depuis sa base de Djibouti et plus largement en fournissant matériels de guerre et conseils. Londres, moins démonstrativement, se tient dans la même ligne. Tel Aviv approuve dans la plus grande discrétion.



Les autorités de la République française, qui ont les plus grands égards pour la famille royale saoudienne et qui continuent de lui vendre des armes ou équipements, sont en sérieuse difficulté morale. Elles ne semblent pas encore avoir à craindre de réaction

(suite page 2)

Yémen : au-delà de la « Porte des larmes » (suite)

politique dans l'opinion, dans la mesure où celle-ci est relativement peu informée de ce qui se passe, en raison notamment de la discrétion quasi générale des grands médias français.

Manières de voir

Tout se passe en Occident comme si des massacres de populations étaient admissibles et a fortiori non critiquables, à partir du moment où ces populations sont musulmanes, plus encore si elles appartiennent à la branche chiite, plus encore si elles ont des liens d'amitié avec l'Iran que l'on a décidé de diaboliser, et plus encore « bien sûr » si ceux qui frappent les populations yéménites et spécialement l'ethnie Houti, ont la faveur des leaders politiques occidentaux et des médias qui les suivent ou qui les précèdent. Comment devant une telle situation ne pas s'interroger sur le niveau d'information et de réflexion politique et morale des opinions publiques occidentales ? Comment ne pas s'interroger sur la manière dont se produisent de telles situations d'ignorance, d'indifférence et d'égoïsme, alors même qu'elles sont contraires à nos valeurs comme à nos intérêts historiques fondamentaux.



Vers une plus grande guerre ?

Il reste cependant suffisamment d'observateurs assez lucides en Occident comme ailleurs, pour apercevoir que derrière cette guerre atroce menée contre les chiites du Yémen, certains préparent peut-être une guerre plus large contre l'Iran chiite. Certes, l'affaire n'est pas mûre. Il faudra encore des campagnes dites d'information, pour dénoncer « les armes de destruction massive » que l'Iran préparerait, comme on l'a dit pour l'Irak. Il y faudra aussi quelques incidents, peut-être en mer, dans l'océan indien ou plutôt dans le Golfe Persique, peut-être sur une base terrestre sur les rivages du même Golfe, base occidentale si possible et que l'on dirait agressée par des Iraniens.

Les pays africains qui se trouvent actuellement engagés dans la coalition -Soudan, Egypte, Maroc- vont-ils réfléchir à tout cela avec plus d'attention que ne le font les leaders politiques de l'Occident ? Les dirigeants

des États africains non engagés dans le conflit actuel, ainsi que leurs organisations régionales et leur organisation continentale, l'Union Africaine, vont-ils s'émouvoir de ce qui se passe et se prépare à proximité immédiate de leur continent, au-delà du détroit de « Bab El Mandeb », en français « la Porte des larmes » ? □



Aux frontières de l'Europe

Les dernières réunions européennes sur la question des migrants qui cherchent à entrer en Europe, ont montré qu'au-delà des désaccords tactiques, le besoin de contrôle des frontières est général. Il en résulte que si la maîtrise des frontières extérieures de l'Union n'était pas assurée, on ne tarderait pas à voir chaque pays chercher à réinstaller le contrôle des frontières nationales à l'intérieur de l'Union. Dans l'immédiat, les Chefs d'État et de Gouvernements, se sont montrés favorables à la création de Centres de transit, où les migrants arrivant sans visa seraient rassemblés, afin que l'on puisse étudier leur situation et décider s'ils peuvent rester en Europe, ou si ne pouvant pas recevoir de titre

de séjour ils devront repartir. Les questions qui se posent à ce propos, n'ont pas encore de réponse. Si ces Centres de transit doivent être installés sur le territoire européen, quels pays plus précisément accepteront de les créer et de les gérer ? Si on veut les installer en Afrique, quels pays africains, en Afrique intertropicale ou au nord du continent, accepteraient de les héberger, et dans l'affirmative, à quelles conditions le feraient-ils ?

Dans ce contexte, l'hypothèse d'une augmentation massive de l'aide publique au développement dans les pays émetteurs de migrants, est aussi facilement évoquée dans les médias et par les divers experts qui tien-

ent lieu de penseurs à nos pays, qu'elle est difficile à mettre en œuvre. Où trouver les crédits alors que les États européens traversent de graves crises budgétaires et connaissent de fortes tensions sociales ? Comment répartir les fonds éventuellement disponibles, entre les pays africains ? Comment conditionner ces attributions ?

Rien n'est clair. Tout indique, d'ailleurs que ce serait une erreur de croire que l'on peut tout acheter et d'imaginer que des arrangements financiers seraient à la mesure matérielle et politique des questions que soulèvent les grands mouvements migratoires d'aujourd'hui et de demain. □

Les passeurs

« **P**asseur ». Le dictionnaire Le Robert en donne la définition suivante : « Personne qui conduit un bac, un bateau, une barque pour traverser un cours d'eau ». Au figuré : « Personne qui fait passer une frontière, traverser une zone interdite, etc. ».

La noblesse historique des passeurs

Les passeurs dans l'histoire sont considérés comme utiles, voire précieux, et dignes de rémunération matérielle et morale. Le fait que certains d'entre eux dérivent dans le vol et le crime, ne change rien à l'image globale du passeur. Le dernier exemple connu en France remonte à la seconde Guerre mondiale, alors que le pays était coupé en deux par une ligne de démarcation, et où beaucoup de français sont intervenus afin d'aider ceux qui voulaient fuir la zone occupée par les troupes allemandes au nord, pour aller vers la zone libre au sud. D'autres passeurs dans cette même période se sont entremis, pour aider des Français ou des étrangers en transit



à franchir la frontière espagnole, afin de se réfugier en Espagne ou d'aller plus loin vers le Portugal, l'Angleterre ou les Amériques.

La critique du jour en Occident

Ce n'est pas dans ce sens que l'on décrit aujourd'hui les passeurs africains qui aident les migrants à se déplacer de l'Afrique tropicale



vers le nord du continent jusqu'à la Méditerranée, puis à tenter l'aventure du passage en mer vers l'Europe. Il est, en effet, devenu d'usage courant de les présenter négativement comme des délinquants, voire des criminels, qui seraient à l'origine de tous les malheurs des migrants. C'est tout juste si on ne va pas jusqu'à dire que les migrations africaines actuelles sont provoquées par les passeurs. Ce mode d'analyse se complique lorsque l'on en vient à considérer le rôle des navires des ONG en Méditerranée, qui après avoir été couvertes d'éloges pour leurs actions de sauvetage, se trouvent tout à coup sur le point d'être mises en accusation, parce que leur existence constituerait une forme d'appels à l'immigration en Europe.

Certes, il ne fait pas de doute que les passeurs africains, plus humains qu'on ne le dit, travaillent dans le dénuement, celui des migrants et leur propre dénuement et n'ont pas d'autre possibilité que d'organiser des convois de misère. Certes, certains d'entre eux, arrivant dans le nord de l'Afrique et en particulier en Libye, abandonnent ceux qu'ils acheminent à des exploités locaux. Certes, les moyens de transport maritimes dont ils disposent sont souvent à peine supérieurs à ceux dont disposaient les Cubains émigrant par la mer, parfois sur une chambre à air, en direction de Miami. Mais dans l'ensemble les passeurs font de leur mieux entre pauvres avec les pauvres moyens dont ils disposent les uns et les autres.

Les vrais sujets

Quoi qu'il en soit, et quoi que l'on puisse penser des passeurs, ce n'est pas en les dénonçant en bloc et en les jetant tous dans le même sac que ceux qui parfois détournent le contrat moral passé avec les groupes de migrants dont ils ont la charge, que l'on pourra éviter de regarder en face le phénomène migratoire dans toute son ampleur, dans ses causes profondes, dans sa portée historique pour aujourd'hui et pour demain, et dans toute sa dramatique humanité. La question des migrations qui est posée aux Européens doit être considérée dans sa vérité, où les passeurs n'ont qu'un rôle second.

Comment et combien peut-on accueillir ceux qui viennent du Sud ? Comment favoriser leur maintien en Afrique, sachant que la plupart d'entre eux préféreraient rester dans leur pays ou sur leur continent, et ne partent que pour fuir la violence ou la misère ? Tels sont les vrais sujets. □



Dictionnaire des synonymes des mots et expressions des français parlés dans le monde

L'Académie des sciences d'Outre-Mer a signé un accord de partenariat avec l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'Institut international pour la francophonie (21F), qui a remplacé l'Institut pour l'Étude de la Francophonie et de la Mondialisation (IFRAMOND) créé en 2001, en vue de l'établissement d'un dictionnaire dénommé *Dictionnaire des synonymes des mots et expressions des français parlés dans le monde*.

Ce projet a conduit à l'établissement d'un dictionnaire du français d'Outre-Mer et s'appuie sur le Réseau international des Chaires Senghor de la francophonie présent dans toutes les régions du monde.

(<http://www.dictionnaire-synonymes-francophones.fr/>).

Il a été co-signé par Pierre Gény, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'Outre-Mer et le professeur Jacques Comby, président de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le projet bénéficie du soutien de l'Organisation internationale de la francophonie, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Sénat et de la Délégation générale à la langue française et les langues de France. L'Académie des Sciences d'Outre-Mer a consacré le 26 février 2018, une séance spéciale à la présentation de l'ouvrage.

L'Amérique, Dieu et la guerre

Stanley Hauerwas

Stanley Hauerwas, théologien parmi les plus réputés aux États-Unis, propose ici une réflexion originale sur le sens du pacifisme chrétien. En s'appuyant sur les différentes guerres menées par l'armée américaine, il montre comment l'entreprise guerrière est comprise par le peuple américain -et chrétien- comme une action morale censée défendre la démocratie et le bien.

L'auteur réfléchit théologiquement sur la guerre, l'église, la justice et la non-violence, en explorant des questions telles que la dépendance de l'Amérique à la guerre constitutive de son identité, les sacrifices que la guerre implique et pourquoi la guerre est considérée par beaucoup comme «nécessaire».

Il examine également les théories de la non-violence de Martin Luther King et C. S. Lewis.

Finalement, pour Stanley Hauerwas, le christianisme ne peut se comprendre et s'appliquer au quotidien qu'en défendant un pacifisme absolu.

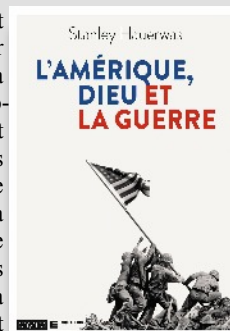
ISBN : 978-2-8309-1652-2

Éditeur : Bayard Culture (17/01/2018)

Pages : 456

Date de publication : 17/01/2018

Prix : 21,90€



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique du Sud

• 14-15 février 2018 : Le 14 février, le Président Jacob Zuma démissionne sous la pression des dirigeants de son parti (ANC) et de l'opinion publique. Le 15 février, l'Assemblée Nationale élit comme nouveau chef de l'État M. Cyril Ramaphosa, lui aussi dirigeant historique de l'ANC et homme d'affaires prospère.

Liberia/France

• 21-22 février 2018 : Visite à Paris de M. George Weah, récemment élu Président de la République du Liberia.

Mali/France

• 22 février 2018 : Visite à Paris du Président de la République du Mali en route vers Bruxelles.

Sahel/France/Europe

• 23 février 2018 : Réunion à Bruxelles en marge du Sommet européen avec les cinq chefs d'État africains du G5 Sahel : Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Tchad. D'autres pays africains y participent -Afrique du Sud, Maroc, Tunisie, Sénégal, Ethiopie-, ainsi que la Turquie, la Norvège et l'Arabie Saoudite. L'accord porte sur le financement de la constitution de la force africaine de 5000 hommes (environ 450 millions d'euros) mais la question du financement annuel (au moins 120 millions d'euros) reste à régler.

France/Francophonie/Académie des Sciences d'Outre-Mer

• 26 février 2018 : L'Académie des Sciences d'Outre-Mer consacre une séance à la présentation du « Dictionnaire des synonymes des mots et expressions des français parlés dans le monde ».

Burkina Faso/Sahel/France

• 2 mars 2018 : Une double attaque djihadiste se produit à Ouagadougou, visant l'Ambassade de France et l'État-major des armées burkinabé. 8 morts et 12 blessés graves du côté burkinabé et 4 morts du côté des assaillants.

Ethiopie

• 27 mars 2018 : M. Abiy Ahmed est élu Président du parti au pouvoir, ce qui le désigne pour succéder à la tête de l'État à M. Haileh Mariam Desalegne, démissionnaire depuis le 15 février 2018.

Sénégal

• 30 mars 2018 : M. Khalifa Sall, Maire de Dakar et figure de proue de l'opposition, est condamné à cinq ans de prison ferme pour « faux, usage de faux et escroquerie sur fonds publics ».

Libye

• 11-26 avril 2018 : Le Maréchal Khalifa Aftar, Chef de l'« Armée Nationale Libyenne », force autonome qui contrôle le nord-est du pays, est hospitalisé à Paris le 11 avril puis regagne la Libye le 26 avril.

Burundi

• 17 mai 2018 : A la majorité de 73% des suffrages exprimés, le référendum constitutionnel du 17 mai définit de nouvelles règles pour le mandat présidentiel. A compter de 2020, il passera de 5 à 7 ans et tout candidat pourra briguer 2 mandats successifs. La voie est ainsi ouverte pour une nouvelle candidature du Président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005.

Libye/France/Europe/Afrique

• 21 mai 2018 : Conférence internationale à Paris -Palais de l'Élysée-, pour ouvrir la voie à des élections générales. Les participants des deux bords approuvent une déclaration prévoyant des élections générales le 10 décembre 2018. Le texte n'est pas paraphé et des doutes s'expriment sur les difficultés pratiques et politiques de sa mise en œuvre.

Angola/France

• 28-29 mai 2018 : Visite à Paris du Président angolais Joao Lourenço.

Libye/Union Européenne

• 12-13 juin 2018 : Malte puis l'Italie refusent l'entrée de leurs ports à l'Acquarius, navire d'une ONG internationale, qui a recueilli plus de 600 migrants en provenance de Libye. L'Espagne finit par autoriser le débarquement au port de Valence. Les commentaires critiques formulés à Paris à l'égard du gouvernement italien suscitent la protestation de Rome.

Union Africaine/France

• 28 juin-2 juillet 2018 : Sommet de l'Union Africaine à Nouakchott. Le Président Emmanuel Macron assiste à la journée du 2 juillet.

Nigeria/France

• 3 juillet 2018 : Visite au Nigeria du Président Emmanuel Macron.